

Tiers-monde : Une réalité multiple

1. Vocabulaire et situations

Alfred Sauvy¹ (1952) a inventé le terme de tiers monde par référence au tiers état à l'époque de la guerre froide et le voyait comme l'ensemble des pays (pauvres) ne bénéficiant ni de l'économie « libre » occidentale ni de l'économie dirigée soviétique, encore que souvent sous influence de l'une ou de l'autre.

Le tiers monde, qu'est-ce?

C'est le cadre de vie de plus de 80% de la population mondiale à l'aube du 21^{ème} siècle. En 1950, ses habitants étaient 68% de la population mondiale, ils seront 87% en 2025, en raison d'un plus grand taux de natalité et de la diminution de la mortalité infantile (source ONU étude 1998).

Ce qu'on appelle « le tiers monde », ou « les pays sous-développés » est un ensemble de pays aux réalités diverses d'évolution humaine, culturelle et économique.

Les USA : Pays du tiers monde ? On aurait des raisons de le croire :

Dans le Dakota du Sud , comté de Shannon, on relève 80 à 90% de taux de chômage et un revenu annuel moyen de 3000 \$(moins qu'en argentine, ou au Mexique) tandis qu'à El Milagro (nouveau Mexique), moins de 20% des 500000 habitants ont leur domicile raccordé à un système d'évacuation de l'eau : on y soigne le choléra, les hépatites et la Dengue, maladies du tiers monde².

Pourtant c'est faux : Le géant américain est un pays développé, capable d'aller dans l'Espace et probablement bientôt sur Mars, avec un niveau de développement technique et technologique et une puissance industrielle qui le placent au premier plan mondial.

Il a simplement choisi un système politique et économique qui laisse une bonne partie de sa population sur le bord de la route.

Ce système étant celui qui se répand mondialement laisse augurer de l'évolution sociale et de l'avenir des populations concernées, mais ceci n'a rien à voir avec le sous-développement.

Chaque pays, peut-on penser, se développe à son rythme, ce qui explique qu'ils soient plus ou moins développés. C'est plus ou moins vrai, mais le processus de développement est de moins en moins un phénomène local dans un univers mondialisé.

¹ Economiste, démographe

² D'après Michael Moore

Un exemple est donné par la Côte d'Ivoire : Pays agricole, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, le 3^{ème} de noix de coco, le 5^{ème} de café, et exporte aussi de l'huile de palme, du coton, du caoutchouc, des bananes, des ananas et du bois tropical. Tous ces produits étant exportés au prix du marché international, en chute libre, l'économie locale s'en ressent bien entendu. Elle est encore fragilisée par le fait qu'une grande partie de son outil productif est aux mains de capitaux étrangers et particulièrement français qui ont tendance à désinvestir dans ce pays coupé en 2 et remué par des luttes internes sans fin depuis la disparition de Houphouët Boigny en 1993. La décision européenne d'autoriser l'utilisation des huiles végétales dans la fabrication des chocolats touche de plein fouet l'exportation du cacao et ajoute ses effets à ceux de la chute brutale des cours. Enfin, la Côte d'Ivoire s'est trouvée un concurrent redoutable sur le plan du cacao avec l'Indonésie qui a développé cette production il y a quelques années avec des rendements à l'hectare très supérieurs à ceux obtenus en Côte d'Ivoire et cette dernière pourrait bien perdre bientôt sa position de premier exportateur de cacao. Ce pays naguère considéré comme l'un des plus prospères de la région n'est plus désormais autosuffisant en cultures vivrières et est importateur net de céréales, tandis que sa position sur les produits exportés s'effrite.

2. Le développement en théorie :

Jusqu'après la dernière guerre mondiale, on avait coutume de considérer le développement d'une nation sur la base de 4 niveaux :

- a) La genèse : Les sociétés traditionnelles qui existent et perdurent sur de longues périodes, forgent ce qu'il est convenu d'appeler le fond culturel local des communautés.
- b) La transition : Avec le développement de la communication et des contacts internes et externes, avec les techniques qui se développent, le cadre traditionnels se brise ou se transforme.
- c) La maturation : L'évolution du cadre traditionnel fait évoluer le cadre politique, avec l'instruction, avec l'apparition d'une élite qui prend en main l'organisation, avec un effet centralisateur, et le pouvoir qui s'élargit au périmètre de la nation.
- d) L'ère de la consommation de masse : Les habitudes consuméristes se développent avec l'apparition d'une classe moyenne puis dans le meilleur des cas se démocratisent par la mise à disposition du plus grand nombre des éléments de richesse nationale développés à un nombre croissant de citoyens.

Dans le monde contemporain, ce schéma logique est loin de représenter tout le processus :

*Guerres, colonisations religieuses, militaires ou économiques, généralisation des échanges et ouverture des marchés viennent largement influencer l'évolution d'un pays. Les rapports entre pays riches et pauvres **peuvent accélérer** le développement (par l'investissement et l'injection de richesses de techniques et de méthodes, **ou le freiner** (par le pillage des matières premières, la corruption, etc. ...).*

C'est le plus souvent les deux à la fois .

Un exemple extrême: L'argentine

En 1913, l'argentine était considéré comme l'un des pays les plus riches du monde avec un PIB supérieur à celui de la France.

Elle dispose aujourd'hui encore de nombreuses richesses naturelles, d'une main d'œuvre très qualifiée, d'un tissu industriel très diversifié.

En 2002, minée par des années de dictatures et de coups d'état permanents, par la corruption et par la soumission à la loi dollar, sans compter une fièvre aphteuse en 2001 qui détruisit une partie de son cheptel, elle a croulé sous une dette extérieure sans précédent et, après avoir essayé d'accrocher le peso au dollar, elle a dû subir une inflation supérieure à 200%.

Le gouvernement de droite a posé un moratoire sur la dette (dont une partie ne sera sans doute jamais payée), et avec le concours conditionnel du FMI a limité la masse monétaire au rythme de la recapitalisation au risque d'accélérer la récession. Le PIB a chuté de 11% en 2002. L'industrie argentine est aujourd'hui un champ de ruines et les cas ne sont pas rares d'ouvriers occupant des usines abandonnées par leurs propriétaires, les remettant en production autogérée .. et cherchant ensuite désespérément des financiers pour les recapitaliser et les réintroduire dans le circuit commercial.

3. La théorie des 4 cercles vicieux

On peut considérer que le développement d'un pays est un processus continu, devant à terme parcourir les 4 phases ci-avant décrites³ mais ce processus est soumis à des aléas : Ces aléas ont été analysés entre les 2 guerres par un dénommé François Perroux (économiste et humaniste) qui a défini 4 cercles vicieux :

3.1 Dans les contacts avec des pays plus avancés, voire avec la colonisation, le taux de mortalité diminue tandis que le taux de natalité continue à être très haut : L'autosuffisance alimentaire, si même elle a existée, diminue de ce fait et ceci pèse sur le processus de développement économique.

3.2 L'industrialisation suppose des investissements (des richesses à créer ou à importer) et pousse à exporter pour équilibrer la balance commerciale : On réoriente même le produit de l'agriculture vivrière pour financer l'exportation, au détriment des besoins locaux, jusqu'à se placer sous dépendance alimentaire.

Ce phénomène est encore amplifié par le fait que le développement coïncide souvent avec la concentration du foncier en grandes exploitations, et que les gros propriétaires terriens orientent leur production agricole vers les produits d'exportation plus rentables.

3.3 Le revenu national étant faible, dans la phase de transition, les capacités d'autofinancement aussi : il y a peu d'épargne à investir et peu d'impôts à prélever, d'où nécessité d'emprunter à l'extérieur, naissance et développement de la dette.⁴

Par la suite, avec le développement arriveront les prédateurs, industriels (multi et transnationales) et financiers qui imposeront leurs propres règles, mettant souvent les pays en coupe réglée, allant parfois jusqu'à le mettre en faillite (voir l'exemple précédent de l'argentine)

³ Encore qu'il existe des exemples de régression

⁴ Il faut noter que l'analyse de François Perroux date de l'entre deux guerres, dans une période où en l'état des communications, l'économie d'un pays émergent évoluait de façon relativement autonome, sauf à être complètement dépendante d'un pays plus puissant en cas de colonisation. De nos jours, un pays en état de sous-développement est soumis beaucoup de pressions externes agissant comme des amplificateurs et, par exemple, la situation de surendettement de la plupart d'entre eux fait que la dette se développe à partir d'un seuil depuis longtemps dépassé de façon exponentielle qui ne permet plus à ces états de financer leur propre développement.

3.4 La richesse produite n'est pas redistribuée, elle est exportée et ne revient que très partiellement sous forme d'investissements là où elle est produite. Ceux là même qui la produisent en sont spoliés, ce qui désorganise l'économie et nuit à son efficacité et son développement. *Les bénéficiaires de cette évasion des richesses produites sont bien entendu ceux qui détiennent les clés du système économique local : les riches propriétaires de la classe dominante (notamment en Amérique latine), les multinationales qui s'implantent localement attirés par des coûts de production extrêmement bas, et les investisseurs qui apportent leur concours financier le font payer très cher en prélevant un retour sur investissement usuraire.*

A ces aléas dits classiques s'ajoutent d'autres éléments conjoncturels : La spéculation sur les matières premières, l'influence des marchés mondiaux sur des économies et la guerre commerciale, certaines catastrophes naturelles (sécheresse, pandémies) sont des éléments qui peuvent temporairement ou définitivement sceller le sort d'un pays sous-développé ou en voie de développement et de ses populations. A contrario, la solidarité internationale ou une politique définie et constructive de coopération entre états peut stopper un processus régressif.

4. Des classifications

Comme on l'a compris, la qualification « pays du tiers monde » est non seulement peu descriptive, vu la quantité de situations qu'elle recouvre, elle est de plus totalement obsolète au regard du monde aujourd'hui.

Suivant qui pratique une classification, les critères sont différents.

L'UNESCO, évaluant le niveau de développement culturel, considèrera l'état de développement d'un pays en fonction du nombre d'enseignants et du pourcentage d'enfants scolarisés.

L'ONU considère une liste de 49 pays les moins avancés (PMA), dont 39 pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique)⁵ sur la base du HDI³.

L'ONU, dans ses commissions et groupes de travail, décline ensuite les PVD, pays en voie de développement suivant leur niveau de développement économique et les pays émergents.

Pour le **PNUD**, Programme des Nations Unies pour le Développement, qui intervient actuellement dans 174 pays sur des programmes d'assistance les plus divers, les HDR (human development reports) sur l'état de développement du monde font référence à l' HDI ou encore à l'ISDH ou à l'IPF⁶ pour classer les pays par ordre de développement et orienter ses programmes d'intervention

⁵ Les PMA (liste des Nations Unies) sont les suivants : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Iles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie.

⁶ Le HDI ou indice de développement humain prend en compte les 3 caractéristiques suivantes du développement humain dans le pays considéré : Longévité moyenne, connaissance, et standard de vie. L'ISDH (L'indicateur sexospécifique du développement humain) est un indicateur normatif permettant d'apporter une correction à l'IDH en tenant compte de la place des femmes dans le pays concerné. L'IPF est un indicateur qui évalue la place des femmes dans le tissu social et économique.

A la banque Mondiale, le critère est le revenu moyen par tête et par an (revenu per capita), soit **le bas revenu** : 825\$ ou moins, **le revenu moyen** : de 826 à 3 255\$, **le moyen revenu haut** : 3 256 à 10 065\$ et **le haut revenu** 10 066\$ ou plus.

Le FMI qui utilise aussi la terminologie ONUisienne, en fait, connaît surtout ses « clients » chaque pays endetté au fond monétaire ayant son profil particulier.

Ainsi, le FMI regroupe les pays en voie de développement en :

- Pays exportateurs de pétrole⁷ :
- Pays endettés⁸
- pays à revenu intermédiaire lourdement endettés⁹
- pays qui ont eu récemment des difficultés à assurer le service de leur dette¹⁰

Pour l'OMC, comme on le verra plus loin, si l'on utilise aussi les dénominations de l'ONU, la distinction se fait surtout, parmi les pays adhérents, suivant les regroupements qui s'opèrent au cours des diverses négociations engagées (voir §5.). 32 PMA sont à ce jour Membres de l'OMC.

Certains pays encore considérés il y a peu comme des pays en voie de développement sans voie au chapitre dans les négociations commerciales internationales ont depuis pris de l'importance dans l'organisation mondiale, en raison de circonstances particulières.

- **Presque tous sauf l'Inde, le Brésil** et quelques autres appartiennent à la zone de libre échange de l' *Asia Pacific Economic Cooperation (APEC)*, zone de libre échange composée de 21 pays¹¹ riches et pauvres dont les USA, le Canada et le Japon , les plus pauvres évidemment sous l'influence des plus riches. Certains comme la **Corée du Sud ou la Thaïlande, la Malaisie ou Singapour**, font partie des Dragons ou des Tigres asiatiques, des pays qui ont eu une croissance très rapide sur une base de main d'œuvre pas chère et de politique délibérément tournée vers l'export, et ont bénéficiés du concours intéressé du monde financier. Ils sont désormais bien à leur place dans le concert des nations qui commercent agressivement et appartiennent à l'OMC. D'autres comme la nouvelle guinée sont propriétaires de ressources naturelles importantes (pétrole, cuivre et or)
- Dans certains cas, cette dualité : fort potentiel et développement économique accéléré avec un retard encore considérable dans le développement humain est saisissante : Ainsi **la chine** considérée depuis peu comme la 4^{ème} puissance commerciale mondiale, avec la capacité technique d'envoyer des **taïkonautes** en orbite terrestre pratique un droit du travail plus proche du moyen age que du 21^{ème} siècle.
- **Le Brésil** : Immense pays qui a le plus haut PIB de l'Amérique du Sud mais ou on souffre de la faim, exportateur net et dominant en agriculture et produits vivriers, pèse

⁷ Algérie, Arabie, Bahreïn, Cameroun, Congo, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Mexique, Nigéria, Oman, Qatar, Syrie, Trinité et Tobago, Venezuela

⁸ : tous les pays en voie de développement sauf Arabie, Émirats arabes unis, Iran, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Taïwan ;

⁹ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Congo, Costa Rica, Colombie, Côte d'Ivoire, Équateur, Honduras, Hongrie, Mexique, Maroc, Nicaragua, Pérou, Philippines, Pologne, Sénégal, Uruguay, Venezuela ;

¹⁰ : Argentine, Bénin, Bolivie, Brésil, Cambodge, Cap-Vert, Chili, Congo dém. (ex-Zaïre), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Équateur, Gambie, Guinée, Hongrie, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Laos, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Rép. centrafricaine, Rép. dominicaine, São Tomé e Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Turquie, Yémen, ex-Yougoslavie, Zambie.

¹¹ Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, USA, Japon, Malaisie, Nouvelle Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande, Chine, Hong Kong, Taiwan, Mexique, Nouvelle guinée, Chili, Pérou, Russie et Vietnam.

très lourd dans les négociations mondiales sur l'agriculture, ses clients les plus importants étant ... des pays du tiers monde.

- **L'Inde**, état fédéral de plus d'un milliard d'habitants, est un sous-continent contrasté avec 60% de l'activité encore agricole, des états riches d'une haute technicité et un revenu per capita moyen ne dépassant pas 600\$. C'est une puissance mondiale en voie de développement, comme la Chine que l'Inde pourrait bien dépasser en taux de croissance dans peu de temps.

5. des regroupements et des communautés d'intérêts

5.1. les pays ACP

Ce sont les 79 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique¹² signataires de l'accord de Cotonou avec l'UE en 2003. Conclu pour 20 ans et reconductible, cet accord qui a succédé aux accords de Lomé dénote bien une volonté politique pour l'Europe de privilégier le commerce avec certains des pays les moins développés dont beaucoup conservent des liens avec les anciennes puissances colonisatrices, et cette attitude a déjà valu de nombreux affrontements devant l'ORD avec des pays de l'ALENA ou des multinationales sous influence nord-américaine¹³.

Cependant, l'accord de Cotonou est et reste un accord de type libéral ayant pour mission de réduire les obstacles de nature protectionnistes. A ce titre et ce fut notamment le cas après Doha, l'UE cherche souvent à contourner ou réduire dans ce cadre particulier des réticences à la libéralisation rencontrées par exemple dans les étapes de négociations à l'OMC.

*l'accord de Cotonou a pour objectif de rétablir les équilibres macro-économiques, de développer le secteur privé, d'améliorer les services sociaux, de favoriser l'intégration régionale, de promouvoir l'égalité des chances hommes-femmes, de protéger l'environnement **et d'abolir de manière progressive et réciproque les entraves aux échanges commerciaux.***

5.2. Les regroupements plus circonstanciels

Dans les grandes négociations internationales et notamment celles de l'OMC, chaque pays du tiers monde, surtout s'il s'agit d'un PMA, ne pèse pas très lourd : Ils tentent donc de se regrouper, souvent sous la férule des plus puissants d'entre eux. On a ainsi¹⁴ :

Le G 20 : Mené par le Brésil et l'Inde, ce groupe de 19 PVD se bat activement notamment pour limiter le recours à la subvention des pays riches exportateurs notamment dans l'agriculture et certains produits spéciaux.

¹² Les 79 pays ACP :

Afrique : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centrafricaine (république), Union des Comores, Congo, Congo (république démocratique), Côte d'Ivoire ; Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, São Tomé-et-Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe

Caraïbes : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Dominicaine (république), Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago

Pacifique : Cook (îles), Fidji, Kiribati, Marshall (îles), Micronésie (états fédérés), Nauru, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Salomon (îles), Timor oriental, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

¹³ En particulier en ce qui concerne la très fameuse « guerre de la banane » qui oppose les producteurs africains aux multinationales bananières américaines (Chiquita, Del Monte, etc. ..) ou dans la très médiatisée guerre du coton

¹⁴ Voir sur Internet le site de Focus on the Global South basé à Genève et particulièrement un article de Jacques Chai Chomthongdi d'où sont tirées ces informations.

Le G33 : Groupe de 42 pays qui s'oppose à l'harmonisation des tarifs douaniers entre pays et insiste pour que soient prises en compte les structures tarifaires des PVD protégeant leur économie.

Le groupe Cairn : Groupe de 18 pays traditionnellement tournés vers les exploitations agricoles et qui, comme le G20 recherche une restriction des aides utilisées principalement en agriculture. dans les pays développés mais recherchent comme les Etats Unis l'harmonisation des droits de douane à l'importation entre tous les membres de l'OMC nonobstant leur souci éventuel de protection de la production locale.

Le G10 : C'est un groupe de 10 pays ayant le plus grand intérêt défensif dans les négociations agricoles. Il soutient entre autres la liberté de définir des produits comme névralgiques et veut qu'un cadre à long terme soit défini pour la suppression des aides à l'exportation. Il lit cette négociation à ses éventuelles concessions sur le NAMA.

Le G90 : composé en réalité de 64 pays adhérents à l'OMC, des pays de l'Union Africaine et ACP, qui ont le statut de PMA bénéficiant de clauses préférentielle dont ils craignent l'érosion ou la disparition, dans le grand vent de libéralisation du commerce (une règle pour tous).

L'énumération de la composition de chaque groupe s'assortit généralement d'une réserve sur le nombre exact de pays y adhérant car cette adhésion est informelle et les alliances se font et se défont à chaque étape de négociation, notamment pour les pays les plus petits et les plus pauvres sous la pression des lobbies , des multinationales, et des pays dominants.

Il est difficile d'analyser et surtout de décrire les interactions à l'intérieur de ces groupes très hétérogènes généralement cimentés par leur méfiance commune à l'égard des pays du Nord industrialisés, méfiance justifiée par la colonisation économique qui affecte la plupart d'entre eux : Cette cohésion est régulièrement mise en brèche par leur acceptance volontaire ou forcée des règles concurrentielles de l'économie libérale, et par la pression enorme que le FMI et la banque mondiale font peser sur eux..

Ainsi apprendra-t-on que, dans la course folle aux délocalisations vers les pays à bas coût de main d'œuvre, Taiwan, traditionnellement pays d'accueil de la production délocalisée mais désormais pénalisé par la progression de son propre niveau de vie, délocalise à son tour vers le Bangladesh .

Pour illustrer le caractère artificiel et souvent spécieux des alliances entre PMA et autres pays en voie de développement, on notera qu'à Hong Kong en décembre 2005, le Brésil et l'Inde, qui étaient à Doha à la pointe de la résistance avec le G20 contre les subventions agricoles, ont à Hong Kong tourné casaque et accepté le compromis des pays du Nord (des promesses et une date objectif de suppression des subventions) contre les progrès obtenus dans l'abattement des taux de douane à l'exportation (un calendrier automatique incontournable), lâchant ainsi leurs partenaires PMA.

Il est vrai que Brésil et Inde exportent essentiellement leurs produits ...vers les autres pays du tiers monde !

A peine les délégués revenus de Hong Kong, il y a eu Davos ou devait se finaliser la formule magique... que l'Egypte a immédiatement bloqué en demandant d'autres concessions sur l'agriculture ! ...à ce jour le sujet est loin d'être épuisé.

6. Une classification pragmatique

Au risque de m'attirer les foudres des puristes et surtout des idéalistes, je dirai qu'il existe deux classifications possibles des pays du tiers monde et que personnellement je trouve la deuxième plus crédible comme base d'analyse de leur développement futur.

6.1 La classification adoptée par l'ONU

Comme on l'a vu, l'ONU prend partiellement en compte d'autres critères que le revenu moyen par tête.

Nous avons vu cette classification au chapitre 4.

Seule la première catégorie est bornée parce que définie sur des critères mesurables (PIB, HDI...). Certains pays appartiennent évidemment à la 3^{ème} : L'Inde, la Chine, le Brésil ..., d'autres comme le Mexique et certains « dragons » asiatiques sont moins évidemment classables en 2^{nde} ou 3^{ème} catégorie suivant le critère que l'on choisit.

6.2 La classification suivant le FMI et la banque mondiale

Si choquant que cela puisse paraître, et pour autant que nous sommes dans un monde dominé par la sphère financière, avec un tiers monde étranglé par la dette, pour comprendre les contours de la géo-politique et du commerce international, il est nécessaire de considérer cette approche :

- Quel que soit la situation des populations, **les pays producteurs de pétrole** ont les honneurs d'un traitement spécial . Il est inutile d'insister sur les positions particulières de l'Iran, l'Irak, de l'Algérie ou la Syrie, par exemple, ou encore du Venezuela.
- On devra considérer **les pays du tiers monde endettés**, c'est à dire presque tous sauf ceux qui ont du pétrole, à l'aune de leur revenu per capita, autant dire leur capacité de remboursement, et on comptera ceux qui sont étranglés par la dette et pieds et poings liés aux sollicitations du FMI et de la BM (pour la plupart des PMA), et par ailleurs ceux qui surnagent encore et ont encore quelques ressources pour leur développement national.
- Mention particulière pour les pays lourdement endettés, qui ne sont pas forcément les moins développés mais plutôt ceux qui ont subi les plus grandes prédatons financières, souvent du fait d'une oligarchie locale corrompue.

On y retrouve sans surprise l'Argentine qui nous a servi d'exemple précédemment ⁶.

- Les pays ayant éprouvé récemment des difficultés à rembourser leur dette sont une catégorie à part où l'on retrouve des pays prestigieux comme la Russie, la Chine, Taiwan, Singapour pas ou plus guère considérés comme sous-développés...

7. L'état et les états du tiers monde

On aura compris que pour l'analyste d'aujourd'hui, le tiers monde n'est plus cet ensemble de pays sauvages dont on exhibait des spécimens d'habitants à l'exposition universelle en 1900.

On ne peut dire pour autant que l'exploitation coloniale ait vraiment cessé, même si elle n'est plus territoriale : Avec la mondialisation qui rend chaque pays dépendant de tous les autres , cette interdépendance se traduit par la domination commerciale et politique des plus grands

sur les plus petits, et le pillage des ressources naturelles, y compris les ressources humaines, apanage de la colonisation, n'a pas cessé avec l'entrée de la plupart des pays à l'ONU. L'uniformisation de la culture, devenue une denrée du commerce qui s'exporte fait le reste et il n'est plus un pays dont l'évolution puisse être considéré comme autonome et dépendant de la seule volonté de ses habitants.

Ceci dit, la mondialisation apporte un élément nouveau dans l'histoire du monde :

Le système capitaliste implique naturellement la concentration des entreprises, les plus grosses absorbant les plus petites jusqu'à former ces énormes transnationales, qui ne se contentent plus de s'élargir sur plusieurs pays : elles se répandent sur toute la planète, établissant leur siège social dans un paradis fiscal, les usines de fabrication dans les pays à faible coût du travail, les bureaux d'étude dans des pays à haut développement technologique, et les circuits commerciaux dans les pays où se concentre la clientèle de consommateurs.

La financiarisation du système, la diffusion du pouvoir de façon anonyme parmi des millions d'actionnaires, pouvoir immédiatement re-concentré dans des sociétés de gestion boursière, fonds de pension, PEA, etc. .. fait que les entreprises, dès qu'elles ont atteint le seuil à partir duquel elles sont cotées en bourse, s'organisent désormais plus en fonction de critères de rentabilité immédiate que sur la base de structures permanentes cohérentes au niveau de la production. La « struggle for life » - la lutte pour la vie – dans la jungle économique est désormais plus au niveau de la structure financière qu'au niveau des produits. Les croissances externes, les OPA amicales ou hostiles, les mouvements de flux et de reflux de la bourse font constamment apparaître ou disparaître des entreprises ou simplement des unités de production dans tel ou tel pays, et les quelques règles de base supposée du développement national, sur le plan économique au moins, ne sont plus guère le guide de la prévision possible de l'avenir des PMA. Par ailleurs, autour des entreprises que l'on peut considérer comme le noyau du capital d'une entreprise se construit tout un réseau de sous-traitance et d'entreprises de service, juridiquement découplées, mais parfaitement dépendantes des maisons - mère, implantées, délocalisées ou déplacées dans tel ou tel pays sur des critères exclusifs de prix de revient du produit ou du service.

Quasi indépendamment du système politique que ses citoyens adoptent ou qu'on leur impose, la structure économique de tel ou tel pays se développe ou se détériore au gré des vents financiers, la situation et l'avenir des peuples étant la variable d'ajustement de sa compétitivité.

C'est vrai de tous les pays, mais particulièrement des moins développés qui sont aussi les plus désarmés face à des transnationales dont la puissance en impose même à des états bien plus puissants.

Peut-on dire encore qu'il existe des pays du tiers monde, au sens d'indépendance et de responsabilité de son destin qu'on donne généralement à la notion de pays ? Sur le plan économique, les grands opérateurs financiers ne considèrent guère le monde entier que comme un ensemble des zones d'opportunités diverses, réservoir de main d'œuvre, réserve technologique, sources de matières premières, etc. ..

Il n'y a rien d'étonnant, dès lors, à ce que, à l'OMC et sur toute la planète on travaille et on dépense beaucoup d'énergie pour développer des zones de libre échange plus ou moins artificielles : MERCOSUR¹⁵ ; ASEAN¹⁶, ALENA¹⁷, UMA¹⁸, CEEAC¹⁹, CDEAO²⁰,

¹⁵ Marché commun des états d'Amérique du Sud

¹⁶ Association des Nations du Sud Ouest Asiatique

¹⁷ Association de libre échange des états d'Amérique du Nord (Canada, USA, Mexique...)

¹⁸ Union des pays du Magreb

¹⁹ Communauté économique des états d'Afrique Centrale

Communauté Européenne, etc. .. Dans ces zone se concentrent des échanges commerciaux très importants et il importe, pour les entreprises qui y installent leur « terrain de chasse » de pouvoir y aller, s'y déplacer, y commercer sans contraintes, sans « obstacles à la libre concurrence », pour les marchandises comme pour les services, tout en conservant dans ces zones les opportunités que leur donne les différences politiques et sociales, opportunités de dumping social et fiscal, pour assurer le pouvoir absolu de l'économie sur les besoins exprimés par les populations.

C'est vrai dans le monde entier, y compris en Europe ou après le TCE c'est encore la même bataille contre les dérives libérales que nous menons contre Bolkestein et contre les solutions de précarité. Cela prend une allure plus tragique encore dans les pays moins développés. Ces pays se voient imposés la loi libérale, frein quasi définitif à leur développement social.

Il aurait fallu parler du FMI, de la BM et de la dette, ces instruments que le pouvoir financier lui-même ou les états complices ont mis en place pour la mise en œuvre de ces politiques libérales. Ce sont des sujets à part entière, à mettre au débat séparément .

En ce qui concerne L'OMC et l'AGCS, rappelons qu'il existe à Attac Paris12 un groupe de réflexion sur le sujet, ou vous pouvez vous inscrire et participer. C'est le meilleur moyen pour en comprendre les tenants et aboutissants car l'OMC est un sujet évènementiel trop dynamique et changeant pour qu'on le réduise à un exposé.

8. En conclusion

Pratiquement tous les experts sont d'accord : Les PMA, pour la plupart, ne sont pas en développement mais au contraire pour certains en voie de paupérisation encore plus grave, le manque de solidarité du reste du monde leur laisse peu de chance de progresser vers la satisfaction minimum des besoins de leurs populations.

Les pays à revenu moyen bas et haut, plus ou moins intégrés à la stratégie de délocalisation des productions, pratiquée par les multinationales courent le risque de passer totalement sous contrôle de ces dernières, surtout si les négociations en cours à l'OMG aboutissent (AGCS, NAMA, ADPIC, Agriculture).

Certains pays, maintenant dit émergents (chine, Inde, Brésil...) ont pris un tel poids économique tel que, malgré ou peut-être à cause de leur retard social, ils pourraient bien un jour prendre le contrôle du monde économique, à moins que ... **un autre monde est toujours possible.**

C.L. 14 mars 2006

-o-o-o-o-o-o-

En annexe :

Pour mieux comprendre la pression du système économique sur l'évolution du tiers monde :

- Un article du Monde Diplomatique de 1997. Il nous parle de l'AMI, cet accord qui a précédé l'AGCS et qui s'est crashé en vol à Seattle, mais il nous parle surtout de méthodes et du travail de sape entrepris contre le pouvoir politique des pays.
- Un article beaucoup plus récent, du journal Indien « Down to earth » concernant la venue ces jours-ci (mars 2006) de M Bush en Inde, pour, notamment lancer un groupe

²⁰ Communauté des états d'Afrique de l'Ouest

de travail Indo-US sur « les initiatives de partage de connaissance dans la recherche agricole & l'éducation ».

Le rapprochement de ces 2 articles nous montre sans ambiguïté quelles sont les forces qui agissent sous couvert des états, et cette intervention de Monsanto et de Walmart dans l'élaboration de la politique agricole indienne est plus qu'exemplaire : Quasiment symbolique.

UN GOUVERNEMENT MONDIAL DANS L'OMBRE

L'OMC, fer de lance des transnationales

Par Martin Khor

Economiste, directeur du Third World Network, Penang (Malaisie).

NON contente de faire prévaloir les principes du libre-échange sur toute autre considération qu'elle soit culturelle, sociale ou écologique dans la régulation du commerce international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entend désormais régenter les règles de la concurrence, l'accès aux marchés publics et les lois sur les investissements. Avec l'appui de l'OCDE, et au seul profit des entreprises transnationales de l'industrie et de la finance dont les gouvernements sont les porte-parole zélés.

La naissance, le 1er janvier 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - organisation internationale regroupant des Etats membres - en lieu et place du forum permanent de négociations qu'était l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) - où les Etats avaient seulement le statut de " parties contractantes " - a formalisé une transformation radicale de l'ordre économique mondial.

Autrefois, cet ordre faisait référence aux cours des matières premières ou à la détérioration des termes de l'échange pour les produits de base des pays en voie de développement. Il s'est transformé en quelque chose de totalement différent : un simple système de commerce international.

Un système qui, avec l'OMC, dispose déjà d'un arsenal de règles contraignantes et de mécanismes obligatoires d'arbitrage. Si tout pays membre qui enfreindrait une des règles de l'Organisation est passible de sanctions, cette rigueur vaut surtout pour les plus faibles. C'est ainsi que, avec la loi Helms-Burton (1) qui foule aux pieds les sacro-saints principes du libre-échange, les Etats-Unis ont pu, en toute impunité à ce jour, s'arroger des pouvoirs extraterritoriaux contre les entreprises de pays tiers commerçant avec Cuba.

Pièce maîtresse des accords du cycle de l'Uruguay du GATT, conclus en décembre 1993 à Genève et signés en avril 1994 à Marrakech, l'OMC est chargée de la programmation de leur mise en oeuvre. Evidemment toujours dans le sens d'une libéralisation accrue, puisque telle est la raison d'être d'une organisation qui élargit en permanence ses champs d'intervention. C'est ainsi que figurent à son agenda des mois et années à venir de nouveaux secteurs intéressant particulièrement les transnationales : les règles de la concurrence, l'ouverture des marchés publics et l'investissement. Pour chacun de ces trois domaines, la première conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Singapour en décembre 1996 (2), a créé un " groupe de travail ", première étape d'un engrenage devant conduire à une libéralisation totale.

En ce qui concerne la concurrence, l'objectif à atteindre n'est pas dissimulé : il s'agit de démanteler, lorsqu'ils existent encore, les monopoles nationaux constitués en vertu d'une décision publique. C'est déjà le cas pour les télécommunications, dont la libéralisation a été décidée dans le cadre de l'OMC en février dernier. Mais il en reste certains, notamment les chemins de fer, qui attirent la convoitise des grands groupes financiers.

Tout aussi important est le groupe de travail " chargé d'effectuer une étude sur la transparence des pratiques de passation des marchés publics ". Comme le rappelle, en le déplorant, une note de l'OMC, " les marchés publics ont été exclus de fait du champ des règles multilatérales établies dans le cadre de l'OMC, tant dans le domaine des marchandises que dans celui des services. Les pratiques des pays membres en la matière font toujours une discrimination entre les produits, les services et les

fournisseurs nationaux et étrangers. Comme les marchés publics de fournitures et de services représentent souvent entre 10 % et 15 % du produit national brut (PNB), c'est là une lacune importante dans le système commercial multilatéral (3) ". Pour combler cette " lacune ", la méthode est identifiée : dans un premier temps, élargir au plus grand nombre possible de membres de l'OMC un instrument déjà existant - l'Accord plurilatéral sur les marchés publics - avant de l'étendre à tous les membres de l'Organisation.

L'Accord plurilatéral sur les marchés publics a été conclu en 1994, et il est entré en vigueur le 1er janvier 1996. Ses vingt-quatre signataires (4) sont uniquement des pays industrialisés. L'objectif est de l'étendre aux Etats encore récalcitrants, qui continuent à privilégier les entreprises locales. Car l'Accord est particulièrement contraignant : il s'applique non seulement aux marchés de fournitures passés par un gouvernement central, mais aussi aux marchés de services, y compris l'adjudication de travaux publics, et à ceux passés par les entités locales (provinces, municipalités, etc.). Les marchés passés par les entreprises de service public sont également visés. Et les seuils à partir desquels doivent jouer ces procédures sont particulièrement bas : 176 000 dollars pour un gouvernement central. Avec une clause visant à verrouiller le système : chaque Etat membre est tenu d'établir des procédures nationales permettant aux soumissionnaires qui s'estimeraient lésés de contester les décisions prises et d'obtenir réparation.

Qu'un gouvernement veuille acheter un lot de stylos ou édifier un barrage, il n'aura plus, s'il adhère à l'Accord multilatéral, le droit de fixer souverainement les règles d'attribution du marché. Lors de la conférence de Singapour, le stratagème utilisé pour tenter de faire passer en douceur l'ouverture totale des marchés publics consista à poser la question sous l'angle de la corruption, présentée comme le grand problème du moment. En particulier celle des gouvernements du tiers-monde, contre laquelle on mobilise médias et ONG, en se gardant bien de rappeler que ces gouvernements ont souvent, comme au Zaïre ou en Indonésie, été installés et maintenus en place par les Etats-Unis ou les autres grandes puissances donneuses de leçons.

Stratégies de contournement

PLUSIEURS représentants de pays en voie de développement se rebellèrent, soulignant que le Congrès américain était encore plus corrompu que leurs propres gouvernements. Le terme de " corruption " fut donc retiré et remplacé par celui de " transparence ". C'est celui qui figure dans la déclaration ministérielle créant le groupe de travail chargé d' " effectuer une étude sur la transparence des pratiques de passation des marchés publics, en tenant compte des politiques nationales, et, sur la base de cette étude, d'élaborer des éléments à inclure dans un accord approprié ". La référence aux " politiques nationales " est une simple concession de forme, destinée à obtenir le consensus des ministres présents. Au fur et à mesure que, par le jeu de pressions diverses, un nombre substantiel de nouveaux pays auront été " encouragés " - c'est le terme utilisé dans la note de l'OMC - à adhérer à l'Accord multilatéral, le groupe de travail n'aura plus qu'à préconiser son extension à tous les membres de l'Organisation...

C'est une stratégie de contournement identique qui est développée pour faire avaliser la libéralisation totale des investissements. Cette fois, l'instrument utilisé est le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), actuellement en discussion au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'AMI, dont l'élaboration avait été décidée lors de la réunion ministérielle de l'OCDE de mai 1995, vise l'ensemble des investissements : directs (industrie, services, ressources naturelles) et de portefeuille. Il prévoit des dispositifs de protection, notamment pour le rapatriement total des bénéfices, ainsi qu'un système de règlement des différends permettant à un Etat ou à un investisseur de se retourner contre un autre Etat. Et ce, comme à l'OMC, par le recours à un " panel " d'arbitrage dont les décisions seront contraignantes pour les parties.

Un Etat signataire de l'AMI se priverait ainsi de tout contrôle des investissements réalisés sur son territoire. Un groupe étranger pourrait installer des usines, acheter des terres, y planter ce qu'il veut, acquérir des propriétés et tout l'immobilier qui l'intéresse, extraire les minéraux rentables, etc. Certaines règles établies au moment de leur accession à l'indépendance par les pays jadis colonisés, et subordonnant les investissements étrangers au respect de divers critères, refusant l'entrée de certaines sociétés du secteur bancaire ou des assurances, imposant des partenariats ou des transferts de

technologie, ou encore limitant le rapatriement des profits, seraient réputées constituer des entraves aux investissements et seraient sanctionnées par des " panels " *ad hoc*.

A la conférence ministérielle de Singapour, faute de pouvoir obtenir un accord sur les grandes lignes de l'AMI, en raison de l'opposition résolue d'un noyau dur de quinze pays du Sud (5), le président de séance de l'après-midi de la journée d'ouverture, M. Yeo Cheow Tong, ministre du commerce extérieur de Singapour, et le directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero, convoquèrent une réunion " informelle ". A l'OMC, comme auparavant au GATT, quand on parle d'informel il s'agit en fait d'une réunion au sommet de la plus haute importance.

Les ministres de trente pays, triés sur le volet et réunis à plusieurs reprises, fixèrent alors l'ordre du jour et la totalité du calendrier des nouveaux thèmes et de leur mise en application. Rarement au fait de la complexité des textes et de leurs implications, nombre d'entre eux, " travaillés " individuellement, furent facilement manipulés. C'est ainsi qu'a été créé un groupe de travail chargé d' " examiner les liens entre commerce et investissement ". Les pays du Sud les plus vigilants purent seulement faire inscrire des clauses de sauvegarde, notamment celle prévoyant que, " s'il y a des négociations futures sur des disciplines multilatérales dans ces domaines, elles n'auront lieu qu'après que les membres de l'OMC auront pris par consensus une décision expresse à ce sujet ". A l'OMC, comme au GATT, la création d'un groupe de travail n'est jamais innocente : puissamment impulsée par la bureaucratie de l'Organisation, elle enclenche un engrenage dans lequel se trouvent vite pris les gouvernements participants. Très rapidement, la question n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre les objectifs affichés dans son intitulé, mais bien comment atteindre ces objectifs...

En attendant, les vingt-neuf membres de l'OCDE continuent à négocier sur l'AMI. L'accord devait être " bouclé " pour la conférence ministérielle annuelle, convoquée les 27 et 28 mai. De nombreuses difficultés ont cependant empêché le respect de cette échéance, en premier lieu le problème posé par la loi Helms-Burton, contre laquelle la saisine de l'OMC par l'Union européenne n'est que suspendue depuis l'accord intervenu avec les Etats-Unis en avril dernier. Ce n'est donc qu'à la fin 1997 qu'un texte devrait être prêt. Nul doute ensuite que les Etats non membres de l'OCDE seront fortement " invités " à s'y rallier. D'autant que, comme le leur rappelle opportunément un document de l'Organisation (6), " les pays membres de l'OCDE réalisent probablement 85 % des investissements directs à l'étranger " et que " les signataires de l'AMI peuvent escompter davantage de flux d'investissements ". Au terme des deux années que s'est données l'OMC pour " étudier " les liens entre commerce et investissement, les jeux risquent d'être faits.

A ce rythme, et au nom du primat absolu du commerce international, les pays ne pourront bientôt plus rien contrôler ni protéger. Ni l'agriculture, ni les ressources naturelles, ni les systèmes éducatifs, ni la santé, ni les médicaments ou la biodiversité. Pour le seul compte des transnationales de l'industrie et de la finance, l'OMC, adossée à l'OCDE, est en train de dépouiller les pays et les citoyens des attributs minimaux de la souveraineté. N'est-il pas temps de stopper cette création d'un véritable gouvernement mondial occulte ?

Février 1997

L'Inde cherche à ouvrir son agriculture aux compagnies US.

SOURAV MISHRA



India has a formidable agricultural research establishment. Do we need tied technology from US firms?

Cette déclaration ouvrait la voie à une entrée massive des USA dans l'agriculture indienne. Bien que l'agriculture ait été favorisée, disait-on, pour le bien du public, aucune bribe d'information n'a été rendue publique.

LES temps changent. La technologie de l'information s'exporte et l'agriculture s'importe. La poussée de l'agriculture est désormais consacrée dans le projet de document Indo-US sur les initiatives de partage de connaissance dans la recherche agricole & l'éducation qui est sur l'agenda du Président US Georges Bush pour sa venue en Inde en Mars 2006. Le Premier Ministre Manmohan Singh avait dit en juillet 2005 lors de sa visite aux USA : "Nous devons notre révolution verte à l'Amérique. Maintenant, nous pouvons appeler une seconde révolution verte avec l'assistance américaine."

Ni les scientifiques, ni les cultivateurs n'ont eu d'indication à propos de cette initiative. Les autorités expliquèrent que rien ne pouvait être révélé à cause de l'impact possible sur la session du budget. *Down to Earth*²¹ s'est arrangé pour déterrer les faits inquiétants suivants.

Partage de connaissance ou commerce ?

La soi-disant initiative de partage de connaissances comprend le plus grand revendeur mondial Walmart et le seconde plus grand conglomérat de semences Monsanto dans le Conseil du côté américain, tandis que la communauté industrielle indienne est représentée par Venkateshwara Hatcheries²². Le Conseil est co-présidé par Mangla Rai, Directeur général du Conseil Indien de la recherche agricole (ICAR) et Ellen Terpstra, administrateur, Foreign Agricultural Services, département de l'agriculture des USA.

Le 14 février 2005, le conseil de 14 membres (7 de chaque côté) préparait un projet focalisant sur 4 secteurs : éducation, transformation des aliments, biotechnologies et gestion de l'eau. La communauté scientifique indienne critique la présence du secteur corporatif et les thèmes choisis. Le généticien éminent Suman Sahai dit : « Les thèmes choisis sont adaptés aux besoins américains exclusivement. L'Inde a besoin de plus de technologies de terrain à ce stade pour ses agriculteurs et leur niveau de subsistance.

Les objectifs de haute technologie vont seulement servir les besoins commerciaux des multinationales du conseil”.

Ranjana Smetacek, Directeur des affaires communes de Monsanto India dit : « Nous continuerons notre action de fournir des technologies améliorées pour l'amélioration (? betterment !!) des agriculteurs indiens ». Monsanto a amené la technologie BT pour rendre le coton résistant à la peste en Inde.

L'analyste Devinder Sharma²³ dit : “L'Inde est devenue un champ de duplication pour les technologies redondantes de toutes sortes. D'un autre côté, la technologie américaine en agriculture est de haut niveau pour une population de 700 000 fermiers au plus. Pour 700.000.000 de fermiers indiens, ces entrées coûteuses ne peuvent qu'amener plus de suicides. »

Une recherche récente par l'entomologiste KR Kranthi de l'Institut Central pour la recherche sur le coton²⁴ révélait comment la technologie Bt est 10 fois moins efficace contre la peste indienne que son équivalent américain : Les graines avec cette technologie sont vendues à cinq fois le prix de graines normales ce qui cause un endettement lourd pour les agriculteurs.

Aide inappropriée

Suman Sahai dit, “Dans le passé, une compagnie privée comme Monsanto avait seulement le statut d'une entité commerciale, maintenant elle peut demander au Directeur Général de l'Icar d'avoir notre vaste richesse génétique depuis n'importe lequel de ses 200 établissements de recherche. Les compagnies privées peuvent développer des brevets sur les gènes et les vendre à un prix plus élevé. » Cette inquiétude ne peut être niée quand Madelyn E Spirnak, senior advisor biotechnology, USDA précise:

« Le but américain est d'être sûr que le marché Indien de la bio-technologie

²¹ Down to Earth est la revue de l'association écologique indienne « Society for Environmental Communications », une revue très largement diffusée dans 400 sur 500 des districts du pays

²² compagnie implantée dans le Tamil Nadu et le Karnataka, major de la volaille et des produits aviaires.

²³ Journaliste, Chercheur, à la pointe du combat anti-OGM en Inde et analyste des questions liées aux cultures vivrières et au commerce.

²⁴ Unité de l'Indian Council of Agricultural Research basée à Mumbai

demeure ouvert .» Le but américain pourrait rendre obsolète parce que contournée la loi " Protection of Plant Varieties & Farmers' Rights (PPVFR)"²⁵

« Le système de recherche agricole Indien est le plus important du monde. Il a produit avec succès plus de 3 500 variétés de cultures. Nous sommes le plus grand producteur de lait au monde et au second rang en production de grains, fruit & légumes. Ceci montre que l'aide américaine n'est pas nécessaire ». dit un scientifique de l'ICAR qui souhaite rester anonyme.

« Si l'Inde pense que nous pouvons apprendre de l'agriculture américaine, elle ne doit pas oublier que son succès est soutenu par une subvention de 100 milliards de \$ par an, soit 1/7 du PIB indien » dit Sharma.

La présence de Walmart est aussi questionnée. « La compagnie a la pire réputation en revente agricole car elle casse les prix aux plus bas niveau et force les fermiers soit à vendre au plus bas soit à périr » dit Aroonim Barua, consultant en vente agricole à Delhi.

Un officiel du ministère de l'agriculture de l'union dit que l'initiative Indo-US va coûter à l'Inde plus de 10 milliards de roupies ²⁶ quand les USA ne dépenseront pas un simple penny.

Mars 2006.

Texte original en anglais.

²⁵ Il s'agit d'un texte Indien fondamental destiné à protéger la bio-diversité dans les campagnes.

²⁶ Environ 200 millions de \$ US.

